

**Assemblée générale**

Distr. générale  
16 mars 2007  
Français  
Original : anglais

**Soixante et unième session**

Point 144 b) de l'ordre du jour

**Financement des forces des Nations Unies**

**chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :**

**Force intérimaire des Nations Unies au Liban**

**Financement de la Force intérimaire des Nations Unies  
au Liban pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006  
au 30 juin 2007**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires**

(En dollars des États-Unis)

Crédit initialement ouvert pour 2006/07	93 526 200
Engagements de dépenses approuvés pour 2006/07	257 340 400
Montant total approuvé pour 2006/07	350 866 600
Budget révisé pour 2006/07	522 753 200
Recommandation du Comité consultatif pour 2006/07	496 615 500

**I. Introduction**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007 (A/61/766). Durant l'examen, il s'est entretenu avec le commandant adjoint de la Force et d'autres représentants du Secrétaire général, qui lui ont donné des renseignements supplémentaires.

2. Dans sa résolution 1701 (2006), le Conseil de sécurité a notamment décidé, en vue de compléter et renforcer les effectifs, le matériel, le mandat et le champ d'opérations de la Force, d'autoriser un accroissement des effectifs de celle-ci pour les porter à un maximum de 15 000 hommes. Dans la même résolution, il a décidé de proroger le mandat de la Force jusqu'au 31 août 2007; il a aussi décidé que la Force



devrait, en sus de l'exécution de son mandat au titre des résolutions 425 (1978) et 426 (1978), contrôler la cessation des hostilités, accompagner et appuyer les Forces armées libanaises à mesure de leur déploiement dans tout le sud et aider le Gouvernement libanais à sécuriser ses frontières et les autres points d'entrée.

3. Dans son rapport, le Secrétaire général propose pour la FINUL un budget révisé de 522 753 200 dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007, afin d'assurer le fonctionnement et l'expansion de la mission. Ce budget couvre le redéploiement échelonné de 14 790 militaires, 406 fonctionnaires internationaux et 696 membres du personnel recruté sur le plan national, dont 23 administrateurs. Il remplace le budget initial établi pour le même exercice, qui figure dans le rapport du Secrétaire général en date du 3 janvier 2006 (A/60/642).

4. Dans sa résolution 60/278, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir au titre de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007 un crédit de 93 526 200 dollars aux fins du fonctionnement de la FINUL, un crédit de 3 348 000 dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un crédit de 705 400 dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Le 14 août 2006, le Comité consultatif a été saisi d'une demande tendant à engager des dépenses d'un montant maximum de 50 millions de dollars afin de prendre les mesures préparatoires les plus urgentes et les plus importantes en vue de l'augmentation des effectifs de la FINUL, en particulier le déploiement rapide de contingents supplémentaires et de leur matériel, en application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité. Le Comité a approuvé cette demande.

5. Dans sa résolution 61/250, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager aux fins de l'élargissement de la Force, pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 31 mars 2007, des dépenses d'un montant maximum de 257 340 400 dollars, y compris le montant de 50 millions de dollars déjà autorisé par le Comité consultatif en vertu de la section IV de la résolution 49/233 A de l'Assemblée, et en sus du montant de 97 579 600 dollars déjà ouvert en vertu de la résolution 60/278 pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007. Dans cette même résolution, l'Assemblée générale a décidé de répartir entre les États Membres un montant de 257 340 400 dollars.

## **II. Rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006**

6. Le Comité consultatif a été informé que l'élaboration et la présentation du rapport sur l'exécution du budget de la FINUL pour l'exercice clos le 30 juin 2006 avaient été retardées car il avait fallu établir rapidement et consécutivement la demande du Secrétaire général concernant le financement de la Force pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 31 mars 2007 (A/61/588), qui a été examinée pendant la partie principale de la soixante et unième session de l'Assemblée générale, puis le nouveau projet de budget de la FINUL pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007 (A/61/766). Le Comité a été informé que le rapport sur l'exécution du budget de la FINUL pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006 serait présenté en même temps que le projet de budget de la Force pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008.

### **III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours**

7. Le Comité consultatif a reçu, à sa demande, le détail des dépenses déjà engagées et des dépenses prévues pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007. Au 5 mars 2007, les dépenses s'élevaient à 227,4 millions de dollars, dont des engagements d'un montant de 170,1 millions de dollars (74,8 %), et des décaissements s'élevant à 57,3 millions de dollars (25,2 %). Le montant total des dépenses (227,4 millions de dollars) représente environ 65 % du montant total approuvé (350,9 millions de dollars) pour l'exercice budgétaire, qui est achevé à plus de 90 %. Le Comité constate que le montant des dépenses prévues pour la période allant du 6 mars au 30 juin 2007 (295,3 millions de dollars) correspond précisément au solde inutilisé envisagé, à savoir 295,3 millions de dollars (voir aussi le paragraphe 9 ci-dessous). Les renseignements fournis au Comité concernant le déploiement du personnel de la FINUL au 5 mars 2007 figurent à l'annexe I.

### **IV. Budget révisé pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007**

8. Le Comité consultatif prend note du fait que les prévisions de dépenses d'un montant de 522,8 millions de dollars sont liées aux objectifs de la Force par l'intermédiaire de cadres de budgétisation axée sur les résultats et regroupées par composante (opérationnelle et appui). Les effectifs proposés sont déterminés par composante, à l'exception du personnel chargé de la direction exécutive et de l'administration, qui sert l'ensemble de la mission.

9. Le Comité consultatif admet que l'élargissement du mandat de la FINUL et l'accroissement de ses opérations requièrent bel et bien un renforcement de ses composantes opérationnelle et appui. Compte tenu des dates de présentation et d'examen du budget révisé de la FINUL pour l'exercice 2006/07, il est peu probable que les effectifs proposés pour la Force au titre de cet exercice pourront être mis en place et que les ressources prévues pour couvrir les dépenses opérationnelles connexes pourront être intégralement utilisées d'ici la fin de l'exercice budgétaire, qui sera clos le 30 juin 2007. Le Comité a été informé que moins de 30 % (soit 61,1 millions de dollars) du montant total de 215,9 millions de dollars prévu au titre des dépenses opérationnelles avaient été utilisés au 5 mars. Le Comité recommande de réduire de 5 % le montant du projet de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007. Si les crédits ouverts devaient se révéler insuffisants, les ressources supplémentaires seraient présentées dans le rapport sur l'exécution du budget.

10. Le Comité consultatif observe dans ce projet de budget et d'autres documents dont il est saisi une tendance à indiquer les ressources nécessaires sans les expliquer ni les justifier entièrement. Il ose espérer que les propositions du Secrétaire général pour l'exercice 2007/08 comporteront une analyse des capacités nécessaires à l'accomplissement du mandat de la Force. À ce stade, et sous réserve de ses observations et recommandations spécifiques, le Comité ne conteste pas l'organigramme proposé pour la FINUL dans son ensemble. Il réexaminera cet organigramme lorsqu'il se penchera sur le budget de la FINUL pour l'exercice 2007/08, et il prendra alors en compte les informations et

précisions supplémentaires qu'il aura reçues en réponse aux demandes formulées dans le présent rapport.

## **A. Recommandations concernant les dépenses de personnel**

### **1. Bureau régional d'audit et de contrôle et Équipe déontologie et discipline**

11. Le Comité consultatif n'a pas été en mesure de vérifier si les risques et la complexité des opérations avaient été pleinement pris en compte pour chiffrer les dépenses de personnel du Bureau régional d'audit et de contrôle de la FINUL. Il rappelle à cet égard que le Comité des commissaires aux comptes, dans son rapport sur les comptes des opérations de maintien de la paix pour l'exercice clos le 30 juin 2005<sup>1</sup>, a constaté que le seul critère régissant la répartition des auditeurs résidents entre les missions était le budget de ces missions, des facteurs tels que le niveau de risque ou la complexité des opérations n'étant pas réellement pris en considération. **Le Comité compte que les ressources en personnel destinées au Bureau régional d'audit et de contrôle de la FINUL pour l'exercice budgétaire 2007/08 seront adossées à l'aide d'une analyse des risques et de la complexité des opérations.** À cet égard, le Comité a été informé que jusqu'à présent, aucune question relative à la conduite du personnel ne s'était posée à la FINUL. **Il recommande que les effectifs de l'Équipe déontologie et discipline soit examinés compte tenu de son volume de travail. Le Comité compte bien que les résultats de cet examen figureront dans le prochain projet de budget.**

### **2. Cellule militaire stratégique**

12. Pour ce qui est de la Cellule militaire stratégique qui serait créée au Siège de l'ONU et comporterait 4 postes financés au titre de l'assistance temporaire (autre que pour les réunions) [1 D-2, 1 D-1 et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] et 29 officiers d'état-major, le Comité consultatif rappelle qu'il avait fait observer que le coût de la fourniture d'un appui au Siège ne serait pas imputé, même provisoirement, au budget des opérations de maintien de la paix (voir A/61/616, par. 13). Le Comité relève également qu'au paragraphe 39 de son rapport au Conseil de sécurité (S/2006/670), le Secrétaire général a indiqué qu'une cellule militaire concentrant ses activités sur la FINUL s'appuierait sur les ressources existantes de la Division militaire. Le Comité constate qu'il y a peut-être une contradiction entre ce rapport et le document budgétaire (A/61/766).

### **3. Composantes : opérations et appui**

13. Il est demandé au total 61 postes au titre de la composante 1 (opérations), ce qui représente une augmentation de 36 postes de fonctionnaire recruté sur le plan international et de 21 postes de fonctionnaire recruté sur le plan national. L'effectif proposé au titre de la composante 2 (appui) comprend au total 1 028 postes et 180 postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) (7 pour l'Équipe déontologie et discipline et 173 postes d'interprète pour les contingents). Cela supposerait une augmentation de 247 postes et de 5 postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) dans la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixantième session, Supplément n° 5 et rectificatif (A/60/5 (Vol. II) et Corr.1), chap. II.

plan international et de 335 postes et 175 postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) de la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan national.

14. **En examinant ces demandes, le Comité consultatif constate que la composante appui s'élève à 247 postes d'agent du Service mobile. Il rappelle qu'à son avis, il convient de recourir davantage, lorsque la chose est indiquée et possible, à du personnel recruté sur le plan national dans les opérations de maintien de la paix. Dans ce contexte, il demande qu'une étude soit réalisée pour déterminer quelles fonctions, dont il est actuellement prévu de les confier à des agents du Service mobile, pourraient utilement être confiées à des fonctionnaires recrutés sur le plan national. De surcroît, le Comité recommande qu'une étude soit réalisée afin de déterminer quelles fonctions, qu'il est proposé de confier à des administrateurs recrutés sur le plan international, pourraient être exercées par des fonctionnaires recrutés sur le plan national. Le Comité compte que les résultats de ces études seront pris en compte dans le projet de budget de la FINUL pour 2007/08.**

15. Le Comité consultatif note que le personnel de la Section des finances prêterait son appui aux deux bureaux de liaison situés en dehors de Naqoura. Il approuverait et effectuerait les décaissements en faveur du personnel des secteurs et des bureaux de liaison. **Le Comité ne doute pas que le budget pour 2007/08 contiendra des renseignements détaillés sur l'appui fourni par le personnel de la Section des finances au personnel des secteurs et des bureaux de liaison.**

16. **De l'avis du Comité consultatif, les attributions des bureaux administratifs de secteur sont mal définies, car il ne voit pas très bien comment elles se situent par rapport aux fonctions administratives exercées au quartier général à Naqoura ou à l'appui fourni par le personnel de la Section des finances au personnel des secteurs et des bureaux de liaison situés en dehors de Naqoura (voir par. 15). Le Comité demande que ces attributions soient clarifiées dans le prochain budget de la FINUL.**

## **B. Ressources nécessaires**

### **1. Personnel militaire et de police**

17. Les ressources demandées au titre du personnel militaire et de police, d'un montant de 265,7 millions de dollars, incluent le remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard, les dépenses au titre des voyages occasionnés par le déploiement, la relève et le rapatriement des membres des contingents, les indemnités de permission et de subsistance standard, les rations, le remboursement du matériel appartenant aux contingents et des coûts de transport y relatifs, sur la base du déploiement progressif de 14 790 hommes d'ici au 30 juin 2007. Les ressources demandées comprennent l'indemnité journalière de subsistance versée à 29 officiers d'état-major qui seront affectés à la Cellule militaire stratégique au Siège. Les montants ont été calculés sur la base du déploiement effectif du personnel militaire du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2006, avec un abattement de 5 % pour déploiement différé pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2007.

## **2. Personnel international**

18. Les prévisions de dépenses, d'un montant de 22,9 millions de dollars au titre du personnel international, devraient permettre de financer au total 406 postes de fonctionnaire recruté sur le plan international, dont 119 postes précédemment approuvés et 287 postes supplémentaires (voir A/61/766, par. 61). Cette estimation prend en compte un abattement de 20 % pour recrutement différé concernant 119 postes précédemment approuvés pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 2006 et le 30 juin 2007, ainsi qu'un abattement de 40 % pour recrutement différé concernant 287 agents supplémentaires prévus pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2007.

## **3. Personnel recruté sur le plan national**

19. Le montant estimatif de 18,2 millions de dollars au titre du personnel recruté sur le plan national a été calculé sur la base d'un effectif proposé de 696 postes d'agent recruté sur le plan national, dont 339 postes précédemment approuvés et 357 postes supplémentaires. Les ressources nécessaires prennent en compte le déploiement effectif du personnel recruté sur le plan national pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2006 et son déploiement progressif entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2007. Un abattement de 10 % pour recrutement différé est appliqué aux 2 postes d'administrateur recruté sur le plan national précédemment autorisés, un abattement de 20 % pour recrutement différé est appliqué aux 337 postes d'agent des services généraux recruté au niveau national précédemment approuvés pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007 et un abattement de 40 % pour recrutement différé est appliqué aux 357 postes supplémentaires pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2007. Le Comité réitère son avis en ce qui concerne la classe et l'échelon du personnel recruté sur le plan national utilisés pour le calcul des coûts estimatifs (voir A/61/616, par. 19), et relève que les montants demandés sont fondés sur la classe G-5, échelon V, pour les postes d'agent des services généraux et la classe d'administrateur recruté sur le plan national (Beyrouth), échelon V, pour les administrateurs recrutés sur le plan national en ce qui concerne les postes précédemment approuvés, et sur la classe G-4, échelon I, pour les postes supplémentaires d'agent des services généraux recruté sur le plan national et la classe d'administrateur recruté sur le plan national (Beyrouth), échelon I, pour les postes supplémentaires d'administrateur recruté sur le plan national.

## **4. Personnel temporaire (autre que pour les réunions)**

20. Comme indiqué au paragraphe 67 du document budgétaire, le montant de 3 972 800 dollars demandé au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) a été calculé sur la base de 195 postes temporaires répartis comme suit : 4 postes pour la Cellule militaire stratégique au Siège, 7 postes pour le Groupe de déontologie et de discipline, 11 postes pour le Bureau régional d'audit et de contrôle et 173 postes d'interprète destinés à appuyer les contingents. Les montants estimatifs comprennent également les dépenses effectives afférentes au déploiement d'un maximum de 12 postes liés à des interventions ponctuelles sur le terrain pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2006. Le Comité consultatif relève qu'un abattement de 40 % pour recrutement différé a été appliqué au calcul des coûts liés aux 191 postes de personnel temporaire, à l'exception des 4 postes de la Cellule militaire stratégique au Siège.

## 5. Dépenses de fonctionnement

21. Un crédit de 86,5 millions de dollars est demandé au titre des installations et infrastructures pour couvrir les dépenses liées à l'expansion, à la réinstallation, à la construction, à la rénovation et à l'entretien du siège actuel de la Force à Naqoura, à la construction de son nouveau siège à Tyr, aux sièges de 4 bataillons, à 20 nouveaux lieux de cantonnement ainsi qu'à la construction de puits d'eau potable à 10 emplacements. Est également comprise dans le total la location de bureaux à New York pour la Cellule militaire stratégique (4 postes de personnel civil temporaire et 29 officiers d'état-major).

22. Le Comité consultatif rappelle qu'en ce qui concerne les crédits demandés au titre des installations et infrastructures, il a conseillé d'éviter d'entreprendre de vastes projets de construction à long terme dans les zones d'opérations de la Force et de s'engager à louer des locaux à usage de bureaux dont la superficie prévue risquerait d'être supérieure à celle qui serait nécessaire à l'avenir (voir A/61/616, par. 21). Le Comité recommande que toutes les options appropriées soient examinées en coopération avec les autorités libanaises. Comme indiqué dans le document budgétaire, la FINUL a engagé des négociations à ce sujet avec les autorités libanaises. **Le Comité compte que les résultats de ces négociations seront présentés dans le budget pour 2007/08.**

23. Le crédit demandé au titre des transports terrestres tient à l'augmentation du parc de véhicules, qui est passé de 699 à 822 véhicules, et tient compte du remplacement des véhicules anciens ou endommagés, de l'acquisition de véhicules supplémentaires et du transfert de véhicules en provenance d'autres missions. Il inclut également les frais d'entretien et de réparation, l'assurance de responsabilité civile ainsi que l'approvisionnement en essence et en diesel, y compris les besoins en carburant des Forces armées libanaises jusqu'à concurrence de 750 000 dollars.

24. Ainsi qu'il est indiqué dans le document budgétaire, le coût estimatif de 53,1 millions afférent aux transports maritimes prend en compte le coût des opérations navales destinées à aider le Gouvernement libanais à sécuriser sa frontière maritime. La flottille du Groupe d'intervention navale de la FINUL se composerait de 4 frégates, de 10 patrouilleurs, de 1 bateau d'appui et de 1 patrouilleur/bâtiment de soutien rapide, qui seront fournis, au titre de lettres d'attribution, par les pays qui fournissent des contingents. Il couvre également le coût de l'exploitation de sept hélicoptères rattachés aux navires du Groupe d'intervention navale. En réponse à ses questions, le Comité a été informé qu'aux termes de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, le Gouvernement libanais avait demandé l'aide de la FINUL pour surveiller et patrouiller les eaux territoriales libanaises. Étant donné que le Groupe d'intervention navale avait été créé sur cette base, il n'était pas nécessaire de compléter l'accord sur le statut des forces en vigueur.

25. Le Comité consultatif s'est également fait communiquer le taux mensuel applicable aux bâtiments du Groupe d'intervention ainsi que le taux horaire applicable aux hélicoptères attachés à ses bâtiments. Les taux mensuels sont les suivants : frégate, 697 500 dollars; avitailleur, 381 300 dollars, patrouilleur rapide/bâtiment de soutien, 291 400 dollars; patrouilleur rapide, 220 100 dollars; corvette, 322 400 dollars. Le taux applicable aux hélicoptères est de 1 500 dollars par heure de vol, à raison d'un maximum de 40 heures par mois.

26. Un crédit de 211 400 dollars est demandé au titre des projets à impact rapide, qui doivent permettre de répondre aux besoins urgents en matière de remise en état des infrastructures et des services publics indispensables dans le sud du Liban et en particulier : a) de rétablir ou de renforcer les services d'alimentation en électricité et en eau; b) de réparer les bâtiments scolaires et d'acheter les fournitures scolaires de base; c) de remettre en état les abris dans les villages; d) de remettre en état les hôpitaux et dispensaires et d'acheter le matériel et les fournitures médicales indispensables.

27. Pour ce qui est de la demande adressée par l'Assemblée générale au Secrétaire général tendant à ce qu'il explique davantage les motifs et l'état d'application des mesures exceptionnelles relatives à l'application souple des procédures administratives, le Comité consultatif a obtenu, à sa demande, des renseignements complémentaires sur la question, qui sont consignés dans l'annexe II.

## V. Conclusions

28. Les mesures que l'Assemblée générale doit prendre dans le contexte du financement de la FINUL pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007 sont énoncées au paragraphe 87 du document budgétaire. **Sur la base des observations qui précèdent, le Comité consultatif recommande que le montant des prévisions de dépenses soit ramené de 522 753 200 dollars à 496 615 500 dollars.**

### *Documentation*

- Budget de la FINUL pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007 (A/60/642 et Corr.1)
- Budget révisé de la FINUL pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007 (A/61/766)
- Rapport du Secrétaire général sur le financement de la FINUL pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 31 mars 2007 (A/61/588)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le financement de la FINUL pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2006 au 31 mars 2007 (A/61/616)
- Résolutions 60/278 et 61/250 de l'Assemblée générale relatives au financement de la FINUL
- Résolutions du Conseil de sécurité 1614 (2005), 1655 (2006) et 1701 (2006)



## Annexe I

## Déploiement du personnel de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice 2006/07

(Au 5 mars 2007)

Catégorie	Autorisé/ proposé	2006						2007						Moyenne
		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Au 5 mars	Mars	Avril	Mai	Juin	
Personnel militaire														
Observateurs militaires	—	—	—	—	—	—	—	—						—
Officiers d'état-major	—	—	—	—	—	—	—	—						—
Contingents	15 000	1 989	2 219	5 435	9 247	10 887	10 955	12 128	13 200	13 210	13 210	13 210	14 790	10 040
Taux de vacance (pourcentage)		87	85	64	38	27	27	19	12	12	12	12	1	33
Total, personnel militaire	15 000	1 989	2 219	5 435	9 247	10 887	10 955	12 128	13 200	13 210	13 210	13 210	14 790	10 040
Personnel civil														
Personnel recruté sur le plan international														
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur														
Secrétaire général adjoint	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sous-Secrétaire général	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
D-2	3	—	—	—	—	—	—	1	3	3	3	3	3	1
D-1	4	2	2	2	2	2	2	1	3	3	3	4	4	3
P-5	21	2	1	1	1	1	3	4	14	16	16	18	21	8
P-4	40	8	9	9	9	7	10	13	15	16	16	25	40	15
P-3	48	8	7	8	8	8	11	17	19	20	25	32	48	18
P-2/P-1	12	1	1	1	1	1	1	3	4	5	7	10	12	4
Total partiel	129	22	21	22	22	20	28	40	59	64	71	93	129	49
Services généraux et catégories apparentées														
Service mobile	254	61	61	61	61	63	71	103	124	140	150	180	254	111
1 <sup>re</sup> classe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres classes	23	19	19	17	17	16	16	23	21	21	23	23	23	20
Service de sécurité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total partiel	277	80	80	78	78	79	87	126	145	161	173	203	277	131

Catégorie	Autorisé/ proposé	2006						2007						Moyenne
		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Au 5 mars	Mars	Avril	Mai	Juin	
<b>Total, personnel recruté sur le plan international</b>	<b>406</b>	<b>102</b>	<b>101</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>115</b>	<b>166</b>	<b>294</b>	<b>225</b>	<b>244</b>	<b>296</b>	<b>406</b>	<b>180</b>
<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>		75	75	75	75	76	72	59	50	45	40	27	–	56
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>														
Administrateurs	23	2	2	2	2	2	2	2	2	2	6	10	23	5
Agents des services généraux	673	303	299	299	301	305	304	307	306	400	425	450	673	364
<b>Total, personnel recruté sur le plan national</b>	<b>696</b>	<b>305</b>	<b>301</b>	<b>301</b>	<b>303</b>	<b>307</b>	<b>306</b>	<b>309</b>	<b>308</b>	<b>402</b>	<b>431</b>	<b>460</b>	<b>696</b>	<b>369</b>
<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>		56	57	57	56	56	56	56	56	42	38	34	–	47
<b>Personnel temporaire autre que pour les réunions<sup>a</sup></b>														
D-2	1				1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
D-1	1				1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
P-5	2												2	2
P-4	5												5	5
P-3	3												3	3
P-2/P-1	1												1	1
Service mobile	1												1	1
Services généraux (Autres classes)	4				2	2	2	2	2	2	2	2	4	2
Administrateurs recrutés sur le plan national	1													–
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	176									100	150	173	176	149
<b>Total, personnel temporaire</b>	<b>195</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>104</b>	<b>154</b>	<b>177</b>	<b>195</b>	<b>54</b>
<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>		100	100	99	98	98	98	98	98	47	21	9	–	72
<b>Total, personnel civil</b>														
Effectif	<b>1 297</b>	<b>407</b>	<b>402</b>	<b>403</b>	<b>407</b>	<b>410</b>	<b>425</b>	<b>479</b>	<b>516</b>	<b>731</b>	<b>829</b>	<b>933</b>	<b>1 297</b>	<b>603</b>
<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>		69	69	69	69	68	67	63	60	44	36	28	–	54

<sup>a</sup> Comprend la Cellule militaire stratégique, le Bureau local d'audit et de contrôle, l'Équipe déontologie et discipline et les interprètes.

## Annexe II

### Souplesse dans l'application des procédures administratives – FINUL

#### *Procédure administrative*

Dérogation au délai de deux mois pour la notification des États Membres concernant le personnel fourni à titre gracieux prévu par l'instruction administrative ST/AI/1999/6, pour permettre aux États fournissant ou susceptibles de fournir des contingents à la FINUL de répondre aux besoins urgents de militaires responsables de la planification

Réaffectation immédiate de personnel civil sans que les vacances de poste soient annoncées et, le cas échéant, avec le maintien des délégations de pouvoir en vigueur, en attendant l'aboutissement de la procédure de nomination prévue par la circulaire ST/SGB/2005/7

Levée de la limite actuelle de trois mois pour le déploiement temporaire du personnel civil

Relèvement immédiat du montant maximal des marchés portant sur des produits de première nécessité (à savoir le carburant, les rations, l'eau et le logement)

Augmentation des autorisations d'achat accordées à la mission de manière à faciliter le soutien autonome et l'élargissement de la Force

#### *Mesures prises*

Il n'a pas été utilisé de personnel fourni à titre gracieux.

Réaffectation et engagement à la FINUL de 48 fonctionnaires provenant de diverses missions de maintien de la paix. Les intéressés n'ont pas été sélectionnés pour occuper des postes annoncés expressément pour la FINUL, mais ils ont fait l'objet d'une sélection concurrentielle dans le cadre d'appels de candidatures concernant les fonctions pertinentes.

La délégation de pouvoir en vigueur sera utilisée, dans un cas, à l'expiration de la procédure de nomination prévue par la circulaire ST/SGB/2005/07. Il s'agit de la réaffectation du chef des Services d'appui intégrés, qui occupe des fonctions analogues à la MINUL.

Dix-sept membres du personnel sont restés en fonction au-delà de la limite de trois mois, essentiellement dans des domaines liés à la logistique (génie, approvisionnement, transmissions et informatique, et gestion des matériels).

Appliqué dans le cas des rations jusqu'à l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> novembre 2006, du nouveau marché du siège, compte tenu du relèvement du plafond

Cette disposition n'a pas été utilisée. Toutefois, la mission a conclu des marchés concernant les transports terrestres à titre partiellement rétrospectif afin que les contingents puissent être déployés sans retard. Le Comité des marchés du Siège est saisi de la question.

Déploiement des contingents avant la signature d'un mémorandum d'accord sur la base d'un accord général conclu par les parties au sujet de la composition de la Force et des conditions de soutien logistique des contingents concernés dans la zone de la mission

À l'exception des pays ayant fourni des contingents avant le conflit, tous les nouveaux fournisseurs de contingents ont déployé leurs éléments avant la signature de mémorandums d'accord. Au 28 février 2007, 6 mémorandums d'accord avaient été signés, 4 avaient été envoyés pour signature aux missions permanentes, 7 avaient été soumis à l'examen et à l'approbation de missions permanentes, 24 avaient déjà été largement négociés (notamment en ce qui concerne les unités maritimes) et 3 étaient en attente de négociation.

Utilisation de personnel temporaire autre que pour les réunions afin de mettre en place des moyens supplémentaires de planification au Siège et sur le terrain

Grâce à l'approbation de 100 postes supplémentaires au titre de l'assistance temporaire (autre que pour les réunions), la mission a pu accélérer le recrutement de personnel (à hauteur de 28 agents au 31 décembre 2006), qui a été affecté à des postes au 1<sup>er</sup> janvier 2007, ainsi que des candidats sélectionnés pour occuper les 72 postes supplémentaires. Au Siège, 35 agents supplémentaires ont été recrutés pour renforcer la capacité du Département des opérations de maintien de la paix afin de fournir l'appui nécessaire à l'élargissement de la FINUL.

Signature de lettres d'attribution avec des pays fournissant des contingents sans passer par la procédure d'appel d'offres et sans nécessiter l'approbation du Comité des marchés du Siège, lorsque le soutien requis doit être fourni sans délai, pour un coût jugé raisonnable

Des projets de lettre d'attribution concernant le Groupe d'intervention navale ont été adressés pour observations aux missions permanentes intéressées. Seuls deux pays contribuant aux opérations navales, la Bulgarie et les Pays-Bas, y ont donné suite. Actuellement, 11 lettres d'attribution sont en cours de négociation.

Signature de lettres d'attribution avec des pays fournissant des contingents à d'autres missions que la FINUL, afin de fournir un appui aux forces armées nationales

Cette disposition n'a pas été utilisée.